



Assemblée générale

Distr. générale
15 février 2000
Français
Original : anglais

Cinquante-quatrième session
Point 49 b) de l'ordre du jour
Réforme de l'Organisation des Nations Unies :
mesures et propositions : l'Assemblée du millénaire

Audition régionale tenue en prévision de l'Assemblée du millénaire des Nations Unies : audition pour la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique tenue à Tokyo les 9 et 10 septembre 1999

Note du Secrétaire général

En prévision de l'Assemblée du millénaire et du Sommet du millénaire, et à la demande du Secrétaire général, les Secrétares exécutifs des cinq commissions régionales ont organisé des auditions régionales rassemblant des groupes représentatifs de la société civile et membres des commissions. Ces auditions avaient pour but de susciter des propositions visant à renforcer le rôle de l'ONU et à permettre à l'Organisation de maintenir sa pertinence au XXI^e siècle.

On trouvera ci-joint le rapport sur l'audition pour la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique tenue à Tokyo les 9 et 10 septembre 1999.



Audition pour la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique tenue à Tokyo les 9 et 10 septembre 1999.

I. Introduction

1. L'audition consacrée aux préparatifs de l'Assemblée du millénaire dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) s'est tenue à l'Université des Nations Unies, à Tokyo, les 9 et 10 septembre 1999.

2. L'audition, ouverte par le Secrétaire d'État aux affaires étrangères du Japon qui a présidé la séance, comprenait quatre séances de travail. Trois modérateurs, MM. Ronald Huisken, Département de la Défense (Australie), Cielito Habito, The Earth Council (Philippines) et Razali Ismail, Président de la cinquantième session de l'Assemblée générale (Malaisie), ont présidé les séances respectivement consacrées aux thèmes suivants : paix et sécurité; développement économique et social; droits de l'homme et bonne gouvernance. Treize experts ont présenté les thèmes susmentionnés. Les autres participants représentant les États membres de la région de l'Asie et du Pacifique et des organisations représentatives de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, les milieux universitaires, les établissements de recherche, des médias et du secteur privé, étaient au nombre de 143.

3. Outre la séance d'ouverture et de clôture, le Secrétaire d'État aux affaires étrangères du Japon a aussi présidé la quatrième séance de travail consacrée au renforcement de l'Organisation des Nations Unies au cours de laquelle les modérateurs mentionnés ont présenté des exposés succincts. On trouvera plus loin une récapitulation des conclusions de l'audition.

II. Débat général consacré à l'Organisation des Nations Unies

4. Les participants ont noté d'emblée que les défis planétaires, à savoir la paix, la sécurité, le développement, les droits de l'homme et la bonne gouvernance auxquels l'humanité était confrontée étaient étroitement liés. Pour répondre efficacement à ces défis au

début du XXI^e siècle, il était donc primordial de définir et d'élaborer des politiques intégrées et rationnelles, aux niveaux national, régional et international.

5. Les participants ont souligné que l'Organisation des Nations Unies était la seule structure mondiale ayant les compétences requises pour faire face à l'ensemble des problèmes et défis internationaux. Elle était tenue, vu l'avantage comparatif dont elle disposait en tant qu'organisation unique regroupant pratiquement tous les pays du monde, investie de vastes mandats et bénéficiant d'un réseau étendu d'institutions dans les pays et territoires ainsi que des liens et des partenariats établis dans divers secteurs de la société civile, de renforcer son rôle de chef de file et ses activités visant à améliorer la condition humaine, en particulier dans les pays en développement.

6. L'évolution de la situation mondiale et l'émergence de nouveaux défis rendaient nécessaire la revitalisation d'urgence de l'Organisation des Nations Unies. On a noté que le processus de mondialisation rapide de l'économie, entre autres, avait mis en évidence l'incapacité des gouvernements à résoudre des problèmes de plus en plus complexes. Cette évolution récente avait suscité une demande accrue de biens collectifs publics à l'échelle internationale, à savoir notamment un environnement pacifique et stable, des marchés et des procédures économiques stables et transparents, un développement équitable, la sauvegarde de l'environnement, la promotion des droits de l'homme et la bonne gouvernance.

7. Pour répondre à ces défis et aspirations multiples, la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies supposait au préalable que les États Membres réaffirment de bonne foi leur attachement à la Charte des Nations Unies et à ses objectifs, attachement qui devait se traduire par l'exercice individuellement et collectivement des responsabilités leur incombant aux termes de la Charte. On a souligné à cet égard que les responsabilités découlant de la qualité d'États Membres impliquaient la définition de mandats rationnels et l'allocation en temps voulu des ressources nécessaires à leur exécution.

8. Les participants ont également reconnu, étant donné l'existence d'autres organisations multilatérales dotées de mandats spécialisés comme le groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce et la modicité des ressources, que l'ONU devrait accroître le rôle di-

recteur qu'elle joue dans la recherche de solutions aux problèmes de portée mondiale. Elle devrait faire prévaloir une vision commune, définir les tâches à entreprendre ainsi que les normes, suivre et évaluer les progrès accomplis et promouvoir l'établissement d'un partenariat mondial associant les organisations internationales, régionales, sous-régionales et nationales ainsi que les milieux d'affaires et les organisations de la société civile.

9. Les participants ont également noté que l'on avançait à nouveau les propositions relatives à la participation directe des peuples et rappelé que le préambule de la Charte commence ainsi : « Nous, peuples des Nations Unies, résolu... ». Parmi ces propositions, on peut citer la création d'un parlement mondial directement élu par les peuples, un organe consultatif auprès de l'Assemblée générale composé d'éminentes personnalités et d'un forum mondial des ONG.

III. Paix et sécurité

10. Les participants ont fait observer que les menaces à la paix, l'instabilité politique et les troubles sociaux s'expliquaient souvent par le sous-développement, la pauvreté, les inégalités et la mauvaise gouvernance. Pour y faire face, il fallait promouvoir un développement économique et social équitable et la bonne gouvernance non seulement comme une fin en soi mais aussi parce que c'était la meilleure façon de garantir la paix et la sécurité. À cet égard, il fallait encourager la mise au point d'un cadre pour l'instauration d'un partenariat entre l'ONU, les organisations régionales et sous-régionales, les gouvernements et l'ensemble de la société civile en vue d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité.

11. Au cours de la dernière décennie, le monde a connu de profonds bouleversements qui ont considérablement influé sur la paix et la sécurité. On a estimé que les faits marquants ci-après ont eu un impact profond sur le rôle que l'ONU devra jouer à l'avenir en matière de paix et de sécurité :

a) La fin de ce que l'on a appelé la « guerre froide » et la réduction du risque de déclenchement d'une guerre nucléaire stratégique;

b) La réduction drastique des guerres entre États et la multiplication des litiges et conflits au sein des États souvent d'origine plutôt ethnique qu'idéologique;

c) Le contexte politique international caractérisé par des zones de troubles localisés, latents ou non;

d) La remise en cause du principe de la prééminence de la sécurité nationale sur la sécurité internationale et, partant, du concept de la souveraineté nationale;

e) La tendance des conflits localisés à prendre des proportions sous-régionales et les risques ainsi posés pour la paix et la sécurité internationales;

f) L'augmentation considérable du terrorisme international et de la criminalité internationale, y compris la traite des femmes et le trafic des stupéfiants et leurs conséquences sur la sécurité;

g) Le transfert relatif du pouvoir économique et financier;

h) L'instabilité des marchés financiers internationaux.

12. Tout en notant que les faits susmentionnés ont donné lieu à de nouveaux défis touchant le maintien de la paix et de la sécurité, les participants ont souligné que les nombreuses menaces que faisait peser la guerre froide, notamment la prolifération des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive, demeurent une préoccupation constante.

13. Les participants ont rappelé que l'ONU était la seule organisation mondiale chargée du maintien de la paix et de la sécurité. Il était donc indispensable qu'elle joue un rôle actif à cet égard, notamment en prenant en temps voulu des mesures efficaces à l'encontre des États et d'autres entités dont les actions violent les dispositions de la Charte, du droit international et du droit international humanitaire.

14. Les participants ont préconisé avant tout la réforme du Conseil de sécurité, principal organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité, notamment l'élargissement de sa composition afin de mieux refléter l'équilibre régional et international actuel en matière de puissance économique et militaire. Ils ont également considéré que le mécanisme de prise de décisions du Conseil devrait être transparent.

15. En ce qui concerne la représentativité du Conseil de sécurité, les participants ont fait valoir que la région de l'Asie et du Pacifique était particulièrement sous-représentée dans cet organe.

16. Les participants étaient d'avis que certains membres permanents du Conseil avaient abusé de leur droit de veto. Ils ont recommandé que ces États fassent un usage modéré de ce droit et que l'Assemblée générale assume pleinement la responsabilité lui incombant en tant qu'organe délibérant en matière de maintien de la paix et de la sécurité et qu'elle exerce à cet égard un rôle de supervision.

17. Les participants ont estimé que dans l'exercice de ses mandats, le Conseil de sécurité devrait recourir davantage à l'action préventive. Le Conseil devrait en effet redoubler d'efforts pour rétablir la paix, car il ne suffit pas d'être prêt à assurer le maintien de la paix. Un rang de priorité plus élevé devrait être accordé à la diplomatie préventive conformément au Chapitre VI de la Charte régissant le règlement pacifique des différends. En outre, il faudrait mettre en place un système efficace d'informations sur la paix et la sécurité, y compris un puissant système d'alerte rapide capable de déceler les menaces à la paix et les autres formes d'insécurité et il faudrait encourager le recours plus fréquent à la diplomatie privée et aux mécanismes régionaux de sécurité pour prévenir les conflits. Les participants ont également reconnu que la région de l'Asie et du Pacifique ne disposait pas d'un mécanisme régional de sécurité viable.

18. Les participants ont noté la multiplication des conflits intérieurs qui sont souvent caractérisés par des violations flagrantes des principes du droit international humanitaire, la population civile et les enfants étant notamment visés. En ce qui concerne les interventions, notamment militaires, visant à régler les conflits pour des raisons humanitaires, les participants ont unanimement considéré que ces interventions sous l'égide de l'ONU devraient être régies par des politiques et procédures précises et transparentes.

19. Pour renforcer l'efficacité de l'ONU, les participants ont recommandé de la doter de ressources suffisantes, notamment en mettant à la disposition du Conseil de sécurité des forces militaires pouvant être déployées rapidement.

20. En matière de désarmement et d'élimination des armes de destruction massive, certaines questions ne sont toujours pas résolues. Les participants ont estimé qu'un programme mondial de désarmement multilatéral devrait avoir prééminence sur les accords bilatéraux et qu'il faudrait renforcer le rôle joué par le Conseil de

sécurité pour ce qui est de définir le programme et les priorités en vue d'un désarmement efficace.

21. L'ONU devrait également s'employer davantage à combattre le terrorisme international et la criminalité transnationale en rapide expansion, particulièrement ces dernières années. Étant donné que ces activités sont souvent liées au trafic de drogues et au blanchiment de l'argent, il faudrait d'urgence prendre des mesures pour les contrôler.

IV. Développement économique et social

22. Les participants ont noté que la mondialisation offrait de nouvelles possibilités pour la croissance et le développement à l'échelle mondiale du fait d'une plus libre circulation des biens, des services, des technologies, des capitaux et des informations et, plus généralement, de la création de conditions favorables à un fonctionnement plus efficace de marchés concurrentiels. Les marchés ayant souvent été incapables d'assurer un développement équitable, les participants ont souligné que la mondialisation s'est accompagnée d'une aggravation des disparités en matière de revenus dans les pays et entre les pays et régions, en particulier ces dernières années. Le principal défi à relever consistait à tirer parti de la mondialisation tout en cherchant à en atténuer les effets négatifs, en particulier pour les pays et les couches de la société les plus vulnérables et marginalisés. L'ONU a par conséquent un rôle primordial à jouer à cet égard.

23. Les participants ont souligné que l'élimination de la pauvreté demeurerait un objectif que la coopération internationale pour le développement n'avait pu atteindre. Malgré la croissance rapide qu'elle a enregistrée, la région de l'Asie et du Pacifique comptait toujours la majorité des pauvres du monde. En outre, le vieillissement rapide de la population devenait un problème crucial pour le XXI^e siècle.

24. Il fallait adopter une approche intégrée en matière de développement pour relever les défis que constituent notamment la pauvreté, l'urbanisation rapide et le vieillissement de la population. Dans l'exécution de son mandat lié à ces problèmes, l'ONU devrait définir des orientations, des normes et des directives et jouer un rôle catalyseur dans les activités menées par d'autres institutions concernées et parties prenantes. L'ONU était particulièrement bien placée pour relever

de nouveaux défis du fait de l'ampleur de ses mandats, de sa composition universelle, de sa structure et des liens tissés avec divers secteurs de la société à travers le monde.

25. Les participants ont indiqué que dans un monde de plus en plus complexe, aucun gouvernement ou organisme national ne pouvait seul assurer un développement global et intégré. Ils ont donc lancé un appel à l'ONU pour qu'elle renforce son cadre de coopération pour le développement en renforçant la coordination et la collaboration avec diverses organisations multilatérales, notamment les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, et en favorisant une plus grande coopération entre les organismes des Nations Unies, y compris les institutions spécialisées.

26. Les participants ont souligné également que le développement durable exigeait la coopération de toutes les parties intéressées, à savoir les gouvernements, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les autres organisations de la société civile. Le partenariat devait se matérialiser à tous les niveaux – local, national, régional et mondial – et à toutes les étapes du processus de développement, à savoir la planification et la prise des décisions, l'exécution, le suivi et l'évaluation. L'ONU devrait contribuer à renforcer ce partenariat.

27. La mondialisation a suscité une augmentation de la demande de biens collectifs publics à l'échelle internationale. L'ONU étant appelée à jouer un rôle primordial dans la fourniture de ces biens, le Conseil économique et social devrait être renforcé à cette fin. Il faudrait donc modifier la composition du Conseil et la programmation de ses sessions afin de permettre des débats approfondis sur chaque point de l'ordre du jour. D'aucuns ont estimé que la communauté internationale devait réaffirmer le rôle directeur du Conseil en matière économique et sociale ainsi qu'en matière de coordination des institutions spécialisées.

28. Il a également été proposé d'envisager de doter le Conseil économique et social des comités permanents, notamment d'un comité du développement économique et un comité de l'environnement. En outre, il faudrait constituer des groupes d'experts indépendants qui formuleraient des avis sur des questions telles que les flux de capitaux à court terme, les nouveaux monopoles mondiaux, l'élimination de la pauvreté, la concurrence fiscale entre les pays allant à l'encontre du but recher-

ché ainsi que sur celles concernant la jeunesse et les personnes handicapées.

29. Le développement exigeait des institutions solides. En effet, on reconnaissait de plus en plus le rôle primordial des institutions dans la promotion d'un développement équilibré. Étant donné ses objectifs et ses motivations en tant que partenaire neutre, l'ONU est particulièrement à même de fournir les compétences techniques nécessaires dans les domaines du renforcement des capacités institutionnelles dans les pays en développement, notamment en matière de gestion macroéconomique et dans ceux liés à la gouvernance.

30. Les participants ont estimé que l'accès aux connaissances, à la technologie et à l'information était indispensable pour permettre aux communautés locales et aux pays en développement d'améliorer les conditions de vie de leur population. Ils ont toutefois reconnu que l'inégalité d'accès ou le manque d'accès à la technologie et à l'information était probablement beaucoup plus prononcé que les disparités entre pays industrialisés et pays en développement en matière de revenus, ce qui ne fait que creuser l'écart entre eux. Il a été demandé à l'ONU de jouer le rôle directeur si indispensable à la recherche de solutions à ce déséquilibre.

31. Les participants ont préconisé de doter l'ONU de moyens financiers plus importants pour relever les défis du XXI^e siècle et répondre aux aspirations des peuples qu'elle représente. Il faudrait mettre en place un système de financement viable, notamment grâce aux versements de contributions qui soient fonction de la capacité de paiement de chaque État membre.

V. Droits de l'homme et bonne gouvernance

32. Les participants ont noté que le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance revêtaient une grande importance à l'heure actuelle et que la région était profondément attachée aux valeurs universelles des droits de l'homme. Ceux-ci étant indissociables, la promotion des droits civils et politiques devrait aller de pair avec la promotion du droit au développement, y compris l'accès équitable à la santé, à l'éducation et aux autres services sociaux. En effet, on ne pouvait promouvoir le respect des droits de l'homme en l'absence du développement, d'institutions démocratiques et de bonne gouvernance. La pauvreté, a-t-on

souligné, était une violation flagrante des droits de l'homme. Il fallait encourager les pays à fixer des objectifs pour une période donnée en matière d'élimination de la pauvreté et de respect des autres droits économiques, sociaux et culturels.

33. Les populations devaient être informées de leurs droits pour pouvoir les exercer et il fallait aussi que des institutions assurent un contrôle efficace et que divers groupes de la société, notamment les organisations non gouvernementales, mènent des activités de plaidoyer. À cet égard, des lacunes graves avaient été relevées au niveau national, ainsi qu'aux niveaux régional et sous-régional où l'importance voulue n'a pas été accordée aux droits de l'homme dans le programme d'action élaboré dans le cadre des initiatives collectives régionales.

34. Les participants ont rappelé que la transparence, la responsabilité, le respect de l'état de droit et les processus politiques et sociaux participatifs étaient des éléments fondamentaux d'une bonne gouvernance. Toutefois, dans de nombreux cas, ces principes ne s'étaient pas concrétisés.

35. Il fallait prendre des mesures spéciales pour faire face aux difficultés auxquelles se heurtaient les groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les handicapés, étant donné la non-application des instruments juridiques nationaux et internationaux et des directives visant à promouvoir l'égalité des chances pour ces groupes. On a également noté que les conflits armés et les autres formes de violence avaient des incidences plus graves sur les enfants, les femmes et les personnes âgées et causaient à ces populations civiles des traumatismes psychosociaux et des incapacités physiques graves.

36. Les femmes, a-t-on souligné, assumaient en grande partie la tâche d'élever les enfants et de prendre soin des personnes âgées sans être guère rémunérées. Il fallait se pencher sur cette situation qui aggravait les inégalités fondées sur le sexe et entravait le développement social.

37. Les participants ont rejeté la théorie occidentale selon laquelle les valeurs asiatiques ne reconnaissent pas les droits de l'individu. Ils ont rappelé que si la conception occidentale des droits de l'homme met généralement un accent prononcé sur les droits politiques et civils individuels, la conception asiatique se fonde davantage sur les principes et valeurs communautaires. À cet égard, ils ont demandé que l'ONU tienne compte

des valeurs des différentes civilisations et cultures dans ses activités en matière de droits de l'homme et assure simultanément la promotion des principes des droits individuels et des droits communautaires.

38. Les participants ont reconnu l'immense contribution faite par l'ONU ou sous ses auspices à la promotion des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, qui s'est traduite par la définition de normes et l'élaboration d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il fallait toutefois renforcer sa capacité à surveiller le respect des obligations juridiques.

39. À cet égard, il faudrait encourager l'ONU à promouvoir et appuyer la formation d'organisations de défense des droits de l'homme aux niveaux national et régional et à fournir une assistance technique aux gouvernements ainsi qu'aux médias et aux organisations de la société civile pour renforcer leurs capacités de contrôle respectives. En outre, il faudrait doter l'ONU de ressources suffisantes et de l'autorité voulue pour prendre des mesures appropriées en cas de violations flagrantes des droits de l'homme.

VI. Conclusions

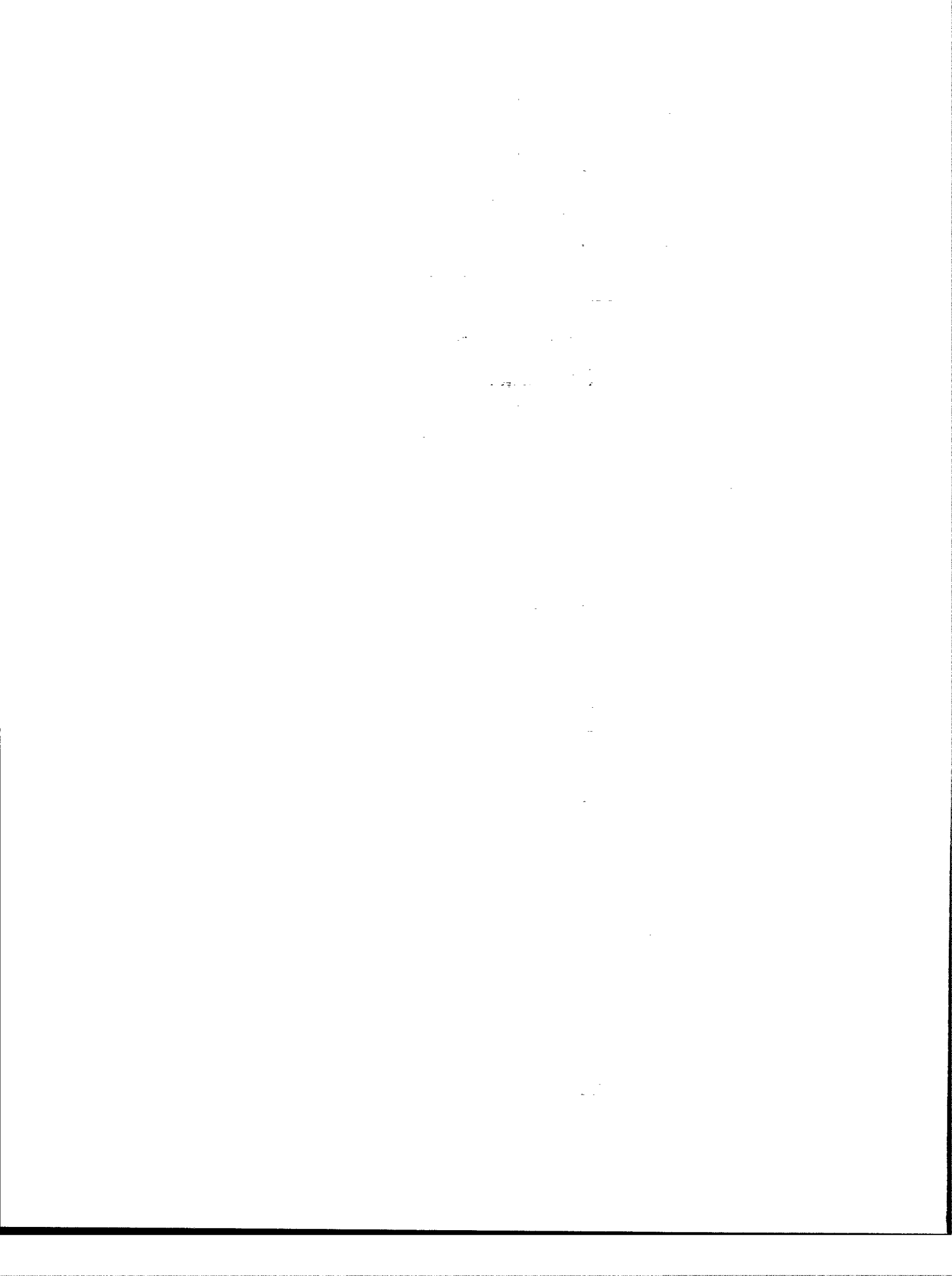
40. Au cours de la dernière décennie en particulier, la région de l'Asie et du Pacifique a connu une période relative de paix et, jusqu'à une date récente, de croissance économique rapide et équilibrée. La région reste toutefois confrontée à d'énormes difficultés pour ce qui est d'assurer la paix et le développement au XXI^e siècle car il existe encore des foyers de tension entre les pays et en leur sein qui constituent des menaces graves potentielles à la paix et à la sécurité. La pauvreté et les inégalités généralisées qui compromettent la paix, les violations de la dignité humaine et la perturbation de la stabilité sociale ainsi que la dégradation de l'environnement qui entrave le développement durable constituent des problèmes graves ayant des conséquences négatives à long terme. Pour faire face à ces problèmes, il faut collectivement adopter une approche intégrée et globale judicieuse en matière de développement nécessitant l'adoption par les gouvernements, les populations et les institutions supranationales de mesures efficaces. Aucun gouvernement n'a la capacité ni ne dispose des moyens de faire face tout seul à ces problèmes.

41. La région de l'Asie et du Pacifique appuyait toujours largement l'ONU et ses objectifs tels qu'ils figu-

rent dans la Charte. En effet, les participants ont souligné que l'ONU est une source de grand espoir pour l'humanité. L'Organisation a donc besoin d'appui et de ressources et, étant donné les nombreuses difficultés qu'elle a connues dans l'exercice de ses mandats, devrait faire l'objet d'une réforme approfondie.

42. Les participants ont estimé que la participation de la région de l'Asie et du Pacifique aux activités de l'ONU n'était pas à la mesure de l'importance de la région sur les plans politique, économique et social et a lancé un appel aux gouvernements et à la société civile de la région afin qu'ils participent et contribuent davantage à toutes les activités de l'Organisation.

43. Les participants se sont également déclarés favorables à une participation accrue des organisations de la société civile aux activités de l'ONU. Ils ont estimé que les propositions concernant la création d'une assemblée permanente de la société civile ou d'une assemblée parlementaire mondiale ayant des liens organiques avec l'Assemblée générale et visant à renforcer l'idée que l'Organisation appartient aux peuples du monde méritaient d'être sérieusement examinées.



Annex I

Hearing for the region of the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, held in preparation for the Millennium Assembly of the United Nations

Programme of work

Thursday, 9 September 1999

- 08:30-09:30 Registration
- 09:30-10:00 Opening ceremony
- Statement by Hans van Ginkel, Rector, United Nations University, Tokyo
 Statement by Adrianus Mooy, Executive Secretary, ESCAP
 Statement by Miles Stoby, Assistant Secretary-General, Coordinator of Preparations for the Millennium Assembly, United Nations Secretariat
 Keynote address by Nobutaka Machimura, Secretary of State for Foreign Affairs of Japan, Presiding Officer of the Regional Hearing
- 10:00-10:15 "The United Nations in the 21st Century" Presentation by Yozo Yokota, Japan Association for United Nations Studies (JAUNS)
- 10:30-13:30 First session: Peace and security
 Moderator: Ron Huisken, International Policy Division, Department of Defense, Australia
- Introductory statements:
 Li Daoyu, Former Chinese Ambassador to the United Nations and the United States of America
 Satish Kumar, former Professor, Jawaharla Nehru University, India
 Ijaz Hussain, Professor and Chairman, Department of International Relations, Quaid-I-Azam University, Pakistan
 Mitsuru Kurosawa, Professor and Dean of Osaka School of International Public Policy, Osaka University
- 11:15-13:30 Discussions
- 15:00-18:00 Second session: Economic and social development
 Moderator: Cielito Habito, Earth Council, Manila, The Philippines
- Introductory statements:
 Ryokichi Hirono, Professor Emeritus, Seikei University, Japan
 Pawadee Tonguthai, Professor, Faculty of Economics, Thammasat University, Bangkok
 Jim Waroka, Deputy Director, Solomon Island Development Trust, Solomon Islands
 Hak-Su Kim, Ambassador for International Economic Affairs, Republic of Korea
- 16:00-18:00 Discussions

Friday, 10 September 1999

- 10:00-13:00 Third session: Human rights and good governance
Moderator: Razali Ismail, President, 50th Session of the General Assembly, Malaysia
- Introductory statements:
Mohan Man Sainju, Chairman, Institute for Integrated Development Studies, Nepal
Rosalinda V. Tirona, Assistant Secretary, Department of Foreign Affairs, Manila
Ms Ching Chabo, Director, Economic and Social Policy Department, International
Confederation of Free Trade Unions (ICFTU)
- 11:00-13:00 Discussions
- 14:30-17:00 Fourth session: Strengthening the United Nations
Presiding Officer: Nobutaka Machimura, State Secretary for Foreign Affairs of Japan
- 14:30-15:15 Special presentation: Hisashi Owada, President, Japan Institute of International Affairs
- Concluding remarks on Session 1: Ron Huisken , Moderator of Session 1
Concluding remarks on Session 2: Cielito Habito , Moderator of Session 2
Concluding remarks on Session 3: Razali Ismail , Moderator of Session 3
- 15:15-17:00 Discussions
- 17:15-18:00 Conclusions and Closing ceremony
Nobutaka Machimura, Secretary of State for Foreign Affairs of Japan
Presiding Officer of the Regional Hearing for Asia and the Pacific
- Adrianus Mooy, Executive Secretary, ESCAP
Miles Stoby, Coordinator of the Millennium Assembly, United Nations
Hans van Ginkel, Rector, United Nations University, Tokyo

□ □ □

Annex II

List of panellists and participants

Hearing for the region of the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, held in preparation for the Millennium Assembly of the United Nations, Tokyo, 9 and 10 September 1999

A. Member of the Commission

Australia

Mr John Quinn, Minister Counsellor, Australian Embassy

Bangladesh

H.E. Mr Jamil Majid, Ambassador, Bangladesh Embassy,
Tokyo

Mr A.F.M. Sarwar Kamal, Economic Minister, Bangladesh
Embassy, Tokyo

Mr A.K.M. Nashirul Huq, Deputy Secretary, Economic
Relations Division, Ministry of Finance, Dhaka

Bhutan

H.E. Mr L.C. Dorji, Ambassador of Bhutan to Thailand,
Royal Bhutanese Embassy, Royal Jewelry Trading Centre
Ltd, 987 Silom Road, Bangkok Tel: 630-1192; Fax: 630-
1193

Brunei Darussalam

Mr Mohd. Sahrip Othman, Embassy of Brunei Darussalam,
Tokyo

Cambodia

Mr ouk Sipaun Royal Embassy of Cambodia, Tokyo

Mr Ing Kieth, Royal Embassy of Cambodia, Tokyo

China

Mr Song Ronghua, Second Secretary, Embassy of the
People's Republic of China, Tokyo

Mr Lu Kang, Third Secretary, Department of International
Organizations and Conferences, Ministry of Foreign
Affairs, Beijing

Indonesia

Mr Ridwan Hassan, Indonesian Embassy, Tokyo

Islamic Republic of Iran

Mr Mohsen Chitsaz, Embassy of the Islamic Republic of
Iran, Tokyo

Japan

Mr Hideaki Ueda, Director-General, Multilateral Cooperation Department, Ministry of Foreign Affairs, Tokyo

Mr Masaharu Yoshida, Director, United Nations Administration Division, Multilateral Cooperation Department, MFA, Tokyo

Mr Hiroshi Oe, Director, United Nations Policy Division, Foreign Policy Bureau, MFA, Tokyo

Mr Ken Okaniwa, Senior Assistant for Special Social Issues, Human Rights and Refugees Division, Multilateral Cooperation Department, MFA, Tokyo

Mr Toru Morikawa, Assistant Director, United Nations Administration Division, Multilateral Cooperation Department, MFA, Tokyo

Mr Naoki Hikota, Assistant Director, United Nations Policy Division, Foreign Policy Bureau, MFA, Tokyo

Mr Hiroshi Nishimura, Researcher, United Nations Administration Division, Multilateral Cooperation Department, MFA, Tokyo

Mr Hideyo Kurata, Tokyo

Kazakhstan:

Mrs Zhuldiz Akisheva, Deputy Director, Multilateral Cooperation Department, Ministry of Foreign Affairs, Almaty, Republic of Kazakhstan
Tel: (7-3272) 632538; Fax: (7-3272) 501137

Lao People's Democratic Republic

Mr Phonesavanh Chanthavilay, Chief, UN System Division, Department of International Organizations, Ministry of Foreign Affairs, Vientiane, Lao People's Democratic Republic
Tel: (85621) 414025; Fax: (85621) 414009

Mr Bounneuang Songnavong, Counsellor, Embassy of Laos, Tokyo

Maldives

Mr Abdul Hameed Zakariyya, Director, international Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Male, Republic of Maldives
Tel: (960) 323400-7; (960) 323841

Micronesia

Mr John Fritz, Deputy Chief of Mission, Federated States of Micronesia Embassy, Tokyo.
Tel: (813) 515-5456; Fax: (813) 585-5343

Myanmar:

Mr Ze Yar Oo, Director, Ministry of Foreign Affairs,
Yangon, Myanmar
Tel: (951) 222844, 221542; Fax: (951) 222950 / 221719.

Mr Min Thein, Second Secretary, Embassy of Myanmar, Tokyo

Nepal:

Mr Narayan Shumsher Thapa, Special Secretary, Ministry of
Foreign Affairs, Kathmandu, Nepal

Pakistan:

Mr Fida Hussain, Economic Minister, Embassy of Pakistan, Tokyo

Philippines:

Hon Ms Rosalinda V. Tirona, Assistant Secretary,
Department of Foreign Affairs, Manila

Mr Julius Torres, Department of Foreign Affairs, Manila

Mr Benito B. Valeriano, Minister and Consul General,
Embassy of the Philippines, Tokyo

Mr Meynardo LB Montealegre, Embassy of the Philippines,
Tokyo

Republic of Korea:

Mr Hong-ghi Choi, Deputy Director, United Nations
Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade

Russian Federation:

Mr A. Orlov, Deputy Director, Department of
International Organizations, Ministry of Foreign
Affairs, Moscow

Mr Iouri Iouriev, Embassy of the Russian Federation,
Tokyo

Mr Alexey Ovchinnikov, Embassy of the Russian Federation,
Tokyo

Solomon Islands:

Mr Lucian Kii, Permanent Secretary, Department of Foreign
Affairs and Trade Relations, Solomon Islands Government,
Honiara, Solomon Islands
Tel: (677) 21250; Fax: (677) 20351

Thailand

Dr Charivat Santaputra, Deputy Director-General,
Department of International Organizations, Ministry of
Foreign Affairs, Bangkok
Tel: 643-5000; Fax: 643-5071

Mr Pichit Boonsud, First Secretary, Department of
International Organizations, Ministry of Foreign Affairs,
Bangkok

Ms Wasana Honboonheum, First Secretary, Royal Thai
Embassy, Tokyo

Turkey

Mr Aydin Evirgen, Embassy of the Republic of Turkey,
Tokyo

United Kingdom

Mr David Fitton, British Embassy, Tokyo

Ms Wendy Wyver, British Embassy, Tokyo

Vanuatu

Mr Belleay Kalotiti, Director of Foreign Affairs,
Department of Foreign Affairs, P.M.B. 051, Port Vila,
Republic of Vanuatu
Tel: (678) 22913/22347; Fax: (678) 23142

Viet Nam

H.E. Mr Nguyen Quoc Dzung, Ambassador. Embassy of the
Socialist Republic of Viet Nam, Tokyo

Mr Nguyen Thi Kim Ha, Second Secretary, Embassy of the
Socialist Republic of Viet Nam, Tokyo

OBSERVER COUNTRIES

Germany: Mr Wolfgang Kessler, German Embassy, Tokyo

Mauritania: Mr Yacoub Moustapha, Embassy of Mauritania, Tokyo

Norway: Mr Tor A. Dahlstrom, Counsellor, Embassy of Norway, Tokyo

South Africa:
Mr Sarel van Zyl, South African Embassy, Tokyo

PRESIDING OFFICER

H.E. Mr Nobutaka Machimura, Secretary of State for Foreign Affairs
Government of Japan, Tokyo,

PANELISTS

Mr Hisashi Owada, President, Japan Institute of International Affairs
Kasumigaseki Building, Room 11 F, Kasumigaseki 3-25 Chiyoda-ku,
Tokyo 100-6011
Tel: (813) 3502 6625; Fax: (813) 3503-7186

Mr. Yozo Yokota, Professor, University of Tokyo, Japan 6-30-12 Seijo,
Setagaya-ku, Tokyo 157-066

Mr Ron Huisken, Major Powers and Global Security Branch,
International Policy Division, Department of Defence, Sydney,
Australia
Tel: (612) 62653043; Fax: (612) 62656348

Mr. Cielito Habito, Department of Economics, College of Economics and
Management, University of the Philippines at Los Banos
College, Laguna 4031, Philippines
Contact address:
10071 Mt Pulog Street, Los Banos, Laguna 4031, Philippines
Tel: (63-49) 536-5328; Cell (63-918) 870-4710
Fax: (63-49) 536-5328

Mr Razali Ismail, President, 50th session of the General Assembly
c/o International Bank Malaysia Bhd, 12th Floor, Wisma UOA Damansara
50 Jalan Dungun, Damansara heights, 50490 Kuala Lumpur, Malaysia
Tel: (603) 253-2699; Fax: (603) 253-5966

Mr Li Daoyu, Former Chinese Ambassador to the United Nations and the
United States of America, c/o Department of International
Organizations and Conferences, Ministry of Foreign Affairs, Beijing,
China
Fax: (86-10) 659-63116, 659-63160

Mr Satish Kumar, Former Professor of Diplomacy, Jawaharlal Nehru
University, B-9/6274 Vasant Kunj, New Delhi 110 070, India
Phone/Fax: (91-11) 689-9426

Mr Ijaz Hussain, Professor and Chairman, Department of International
Relations, Quaid-I-Azam University, c/o Director, UNIC Islamabad,
Pakistan
Fax: (92-51) 271-856

Mr. Ryokichi Hirono, Professor Emeritus, Faculty of Economics, Seikei University, 3-3-1 Kichijoji-kitamachi, Musashino-Shi, Tokyo 180
Tel: (81-3) 422-37 3558; Fax: (81-3) 422-37 3872 / 422-37 3874

Ms Pawadee Tonguthai, Professor, Faculty of Economics, Thammasat University, Tha Prachan, Bangkok 10200
Tel: 258-7683; Fax: 259-6171

Mr. Jim Waroka, Deputy Director, Solomon Islands Development Trust, P O Box 147, Honiara, Solomon Islands
Tel: (677) 23409, 21130; Fax: (677) 21131, 23201

Mr Hak-Su Kim, Ambassador for International Economic Affairs, Institute of Foreign Affairs and National Security, Room 416, 1376-2, Seocho-dong Seocho-gu, Seoul, Republic of Korea
Tel: (822) 3497-7686

Ms Rosalinda V. Tirona, Assistant Secretary, Department of Foreign Affairs, Manila, Philippines

Ms Ching Chabo, Director, Economic and Social Policy Department, International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU), Asian and Pacific Regional Organization, Trade Union House, 3rd Floor, Shenton Way, Singapore 068810
Tel: (65) 222-6294; Fax: (65) 221-7380.

Mr Mohan Man Sainju, Executive Chairman, Institute for Integrated Development Studies, P.O. Box 2254, Purano Baneshwor, Kathmandu, Nepal
Tel: (977-1) 478930, 417-519; Fax: (977-1) 470-831;

Mr Mitsuru Kurosawa, Professor and Dean, Osaka School of International Public Policy, Osaka University, 1-21 Machikaneyama-cho, Toyonaka-shi, Osaka 5600043, Japan
Tel: (81-6) 6850-5601; Fax: (81-6) 6850-5844

B. NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

ACYF: Mr Jiang Guangping, Deputy Secretary-General, All-China Youth Federation, 10051 No 10 Qianmen Dongdajie, Beijing, 10051, China
Tel: (8610) 670-18132; Fax: (8610) 670-18131

ANGOC: Mr Nathaniel Don E. Marquez, Deputy Executive Director, Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC), P.O. Box 31007, QCCFC 1103, Quezon City, Metro Manila, Philippines

Tel: (63-2) 4337653, 4337654; Fax: (63-2) 9207434

APEWLD: Ms Virada Somswasdi, Regional Coordinator, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development, 11 Shermuk Road, Mengrairasm, Chiangmai, Thailand
Tel: (66-53) 404613 - 4; Fax: (66-53) 404615

AWF: Ms Mizuho Matsuda, Asian Women Fund, Tokyo

Ms Ise Momoyo, AWF, Tokyo

BAHA'I Dr Martha Schweitz, Representative, Baha'I International Community, Tokyo, Japan

Mr Jayabalan Krishnan, Representative, Baha'I International Community, 1415 Soi 4 Srivara Road, Wangtonglarn, Bangkok, Thailand
Tel: 530-7417; Fax: 935-6515

CITYNET Ms Chieko Wertheimer Morohoshi, Administrative Assistant, Regional Network of Local Authorities for the Management of Human Settlements (CITYNET), 5F International Organizations Center, 1-1-1 Minato Mirai, Nishi-ku, Yokohama 220-0012, Japan
Tel: (8145) 223-2161; Fax: (8145) 223-2162

IFNGO Dato Haji Mustapha Ma, Hon. Secretary, International Federation of Non-Government Organizations for the Prevention of Drug and Substance Abuse (IFNGO), 8 Jalan Ledang, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia
Tel: (603) 255-1896, 254-1190; Fax: (603) 255-1897,

254-3233

ICSW: Ms Kay Y.K. Ku, Regional President, International Council on Social Welfare, Asia and Pacific Region, 11-13/F Duke of Windsor Social Service Building, 15 Hennessy Road, Hong Kong, China
Tel: (852) 2864-2929; Fax: (852) 2528-4230

IPPE: Ms Aiko Iijima, International Planned Parenthood Federation, East and South East Asia and Oceania Region, Kuala Lumpur

JCU: Mr Akihiko Moritu, Japan Committee for UNICEF, Tokyo

NWEC: Ms Yuko Yahara, National Women's Education Center, Tokyo

OISCA: Mr Kazutoshi Satta, OISCA International, Tokyo

- NWEC: Ms Keiko Moritaka, National Women's Education Center,
Tokyo
- PPSEAWA: Dr Chaiskran Hiranpruk, Assistant to the President on
International Affairs, Pan Pacific and Southeast Asia
Women's Association of Thailand (PPSEAWA), Modern Town
Condominium, Sukhumvit 63, Bangkok, Thailand
Tel/Fax 942-8617
- RI: Mr Ryosuke Matsui, RI Regional Committee, Tokyo
- RNN: Mr Ichiro Maruyama, Regional NGO Network, Tokyo
- WMC: Mr Abdus Salam Morita, Councillor, World Muslim Congress
(WMC)
P.O. Box 1022, Islamabad, Pakistan
Tel/Fax: (9251) 823787
- WVF: Mr Yoshiro Uchida, World Veteran Federation (WVF) Council
Member for Japan, Executive Director, Japan Veterans
Federation (JVF), 1-2 Wakaba, Shinjuku-ku, 160-0011,
Tokyo, Japan
Tel: (813) 3353-2341

C. OTHER ENTITIES

- ADBI: Mr Elif Sisli, Asian Development Bank Institute
- AEF: Mr Kiriko Honda, Asia-Europe Forum, Tokyo
- AL: Ms Irawati Kepper, A.S.I.A. Ltd., Tokyo
- DMC: Mr Alain Walziarg, DMC KK, Tokyo
- FAPR: Mr Mitsugi Kamiya, Food and Agriculture Policy Research
Center, Tokyo
- FSUN: Mr Miyuki Kawai, Foundation for the Support of UN, Tokyo
- HPI: Mr Mosamichi Kamiya, Hiroshima Peace Institute, Japan
- ICRC: Mr Pierre Gassmann, Chairman of the IASC Taskforce on the
Millennium, International Committee of the Red Cross
(ICRC), 19 Avenue de la Paix, CH-1211 Geneva, Switzerland
Tel: (4122) 734-6001; Fax: (4122) 733-2057
- IFRC: Mr Johan Schaar, Head, Regional Delegation, International
Federation of Red Cross and Red Crescent Societies
(IFRC), 32 Jalan Nipah, 55000, Kuala Lumpur, Malaysia
Tel: (603) 4510723; Fax: (603) 451-9359
- Mr Masayuki Koike, Director in Charge of International
Humanitarian Law, Intern, Relations Department, Japanese

Red Cross, Tokyo

IIPS: Mr Komaki Kozuko, Institute for Inter Policies Studies,
Tokyo

JEA Mr Takaaki Taki, Executive Secretary, Japan-ESCAP
Association, 3rd Floor, Tokyo Shoko Kaigisho Building,
No. 2-2 Marunouchi 3-chome, Chiyoda-ku, Tokyo
Tel: (813) 3212-1698; Fax: (813) 3212-2484

Mr Mizuo Kuroda, Managing Director, United Nations
Association of Japan, Tokyo, Japan

JIIA: Mr Tetsya Yamada, Japan Institute of International
Affairs, Tokyo

JHIR: Mr Ken Jimbo, Japan Institute of International Relations,
Tokyo

JSRPD Mr Hiroshi Kawamura, Japanese Society for Rehabilitation
of Persons with Disabilities, Tokyo

Mr. Masako Okuhira

KEIDANREN: Mr Katsuhiro Fujiwara, KEIDANREN, Tokyo

NMCC: Mr Hiroyoshi Kurihara, Nuclear Material Control Center,
Tokyo

SPD: Mr Hirashi Kawamura, Society of Person with Disabilities,
Tokyo

TODA: Ms Aiko Nakao, TODA Institute for Global Peace, Tokyo

UNA: Mr Yoshikazu Shimizu, UNA-Japan, Tokyo

Mr Shimizu Yoshio, UNA-Japan, Tokyo

C. Academia and research institutions

Mr Rizal Sukma, Director of Studies, Centre for Strategic and
International Studies (CSIS), Jalan Tanah Abang / 23-27 Jakarta
10160, Indonesia
Tel: (62-21) 386-5532 - 5; Fax: (62-21) 384-7517, 380-9641

Ms Hyecheon Lee, Research Fellow, Korea Development Institute, P.O.
Box 113, Cheongnyangni-dong, Tongdaemun-gu, Seoul, Republic of Korea
Tel: (822) 958-4092; Fax: (822) 958-4090

Mr Masahiko Asada, Kyoto University, Tokyo

Mr Paul Bacon, Shumei University, Tokyo

Ms Maria Isabel Gonzales, Saitama University, Tokyo
Mr Tokoh Hirai, Gifu Keizai University, Tokyo
Mr Shohei Kawakatsu, Aoyama Gakuin University, Tokyo
Ms Yukiko Ko, Sophia University, Tokyo
Mr Rizalino Malabed, International University of Japan, Tokyo
Mr Masayoshi Matsumura, Teikyo University, Tokyo
Mr Ohya Mona Meyer, Chuo University, Tokyo
Mr Tsuneo Nakauchi, Toyo Eiwa University
Mr Tokushiro Ohata, Waseda University, Tokyo
Mr Hiroshi Ohta, Aoyama Gakuin University, Tokyo
Mr Susumu Miyazaki, Chukyo Gakuin University
Mr Meyer M.K. Ohya, Chuo University, Tokyo
Mr Minoru Ouchi, Shumei University, Tokyo
Ms Laura Ivana Trigo, International University of Japan, Tokyo
Mr Garth Warriess, Kitakyushu University, Tokyo
Ms Yumi Yasuda, Waseda Graduate School, Tokyo
Ms Akiko Yuge, Ferris University, Tokyo
Mr One-of-Humankind, Researcher, Tokyo
Ms Nadia Rodnova, Researcher, Tokyo

D. **Media**

Mr Nobuo Fukuda, The Asahi Shimbun, Tokyo
Mr Yoshio Hatano, Foreign Press Center, Tokyo
Mr Meguri Ikunaga, The Mainichi Newspapers, Tokyo
Mr. Rob Gilhoony, The Japan Times, Tokyo
Mr. Minaba Isao, The Jiji Press Ltd., Tokyo
Mr. Masayuki Fujishige, NHK Media, Tokyo

E. **UNITED NATIONS ORGANIZATIONS**

ILO Mr. N. Hayasaka, ILO, Tokyo
UNICEF: Mr Manzoor Ahmed, UNICEF Office, Tokyo

UNOPS: Ms Mihoko Tamamura, United Nations Office for Project Services (UNOPS) Liaison Officer, UNOPS Tokyo Liaison Office, UNU Building, 7th Floor
Tel: (813) 5467-4230; Fax: (813) 5467-4231

United Nations University (UNU)

53-70 Jingumae, 5-chome, Shibuya-ku, Tokyo 150

Tel: (813) 3499-2811; Fax: (813) 3499-2828

Mr Hans van Ginkel, Rector, United Nations University, Tokyo

Mr Ramesh Thakur, Vice-Rector, UNU

Mr Motoyuki Suzuki, Vice-Rector, UNU

Mr Akio Komatsuki, Director of Administration, UNU

Mr Edward Newman, Academic Programme Associate, UNU

Mr Court, Programme Co-ordinator, UNU

Mr Toby King, UNU/Institute of Advanced Studies, Tokyo

Ms Mangala Subramanian, UNU/IAS, Tokyo

United Nations Information Centre

UNU Building, 8th Floor, 53-70, Jingumae 5-chome, Shibuya-ku, Tokyo 150

Tel: (813) 5467-4451 - 54; Fax: (813) 5467-4455

Ms Thelma O'Con-Solozano, Director, UNIC, Tokyo,

SECRETARIAT

Office of the Millennium Assembly

United Nations Headquarters, New York, U.S.A

Tel: (212) 963-5739; Fax: (212) 963-0616

Mr Miles Stoby, Assistant-Secretary-General, Coordinator of Preparations for the Millennium Assembly, Executive Office of the Secretary-General, United Nations, New York, U.S.A.

Mr Moncef Khane, Special Assistant to the Assistant Secretary-General, Office for the Millennium Assembly, Executive Office of the Secretary-General, United Nations, New York

Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP)
United Nations Building, Rajdamnern Avenue, Bangkok, Thailand
Tel: (66-2) 288 1234; Fax (66-2) 2881000

Mr Adrianus Mooy, Executive Secretary, ESCAP

Ms Kayoko Mizuta, Deputy Executive Secretary, ESCAP

Mr S. Thampi, Special Assistant to the Executive
Secretary and Secretary of the Commission, ESCAP

Mr Azizul Islam, Director, Development Research and
Policy Analysis Division, ESCAP

Mr David Lazarus, Chief, United Nations Information
Services (UNIS), ESCAP

Mr Prabowo, Economic Affairs Officer, Office of the
Executive Secretary, ESCAP

□ □ □ □